

## **REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

**MARCHE PUBLIC DE SERVICES DE MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME  
EUROPEEN ERASMUS+ AU BENEFICE DE DEMANDEURS D'EMPLOI DE LA  
REGION NOUVELLE-AQUITAINE**

Procédure prévue à l'article R. 2123-1 3°) du code de la commande publique

**DATE LIMITE DE RECEPTION DES DOSSIERS DE REPONSE :  
06/05/2021 A 12H00**

## **I. - COMPOSITION DU DOSSIER DE LA CONSULTATION :**

Le dossier de la présente consultation (DCE) est composé des pièces suivantes :

- le présent Règlement ;
- le Contrat ;
- le Cadre de réponse portant Proposition technique du candidat ;
- le Bordereau de prix ;
- le Document de candidature ;
- la Demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement.

## **II. - PRESENTATION DE LA PROCEDURE :**

### **II.1. - Procédure de passation et objet de la consultation :**

Passée conformément à la procédure adaptée prévue à l'article R. 2123-1 3°) du code de la commande publique, selon des modalités librement définies par le pouvoir adjudicateur, la présente consultation vise à la conclusion d'un marché public de services ayant pour objet la mise en œuvre du programme ERASMUS+ dans un pays émergeant au programme européen ERASMUS+, pour le compte de Pôle emploi au bénéfice des demandeurs d'emploi de la région-Nouvelle-Aquitaine.

Le placement en stage à l'étranger vise exclusivement à favoriser le retour à l'emploi et/ou à développer l'employabilité des bénéficiaires de ce programme. La formation linguistique ne saurait être à elle seule la finalité du montage de ces actions.

### **II.2. - Forme, durée et quantités :**

Le marché public à conclure prend la forme d'un accord-cadre donnant lieu à la passation de marchés subséquents. Il est conclu avec un unique Titulaire et avec un maximum en quantité, défini en nombre de bénéficiaires à prendre en charge au titre du marché.

Sous réserve des dispositions de l'article VIII du Contrat, le marché public est à conclure à compter de sa date de notification pour une durée ferme courant jusqu'au 30 juin 2023, puis tacitement reconductible deux fois pour une période d'un an calendaire.

Pour toute la durée du marché, le seuil maximum s'établit comme suit :

<b>Maximum :</b>
400 bénéficiaires

Le Titulaire est engagé à concurrence du maximum mentionné ci-dessus.

## **III. - SOUS-TRAITANCE ET GROUPEMENTS :**

### **III.1. - Sous-traitance :**

Les candidats ont la possibilité de sous-traiter une partie des prestations objet du marché à conclure dans le cadre de la consultation sous réserve de se conformer aux dispositions des articles L. 2193-1 à L. 2193-9 et R. 2193-1 à R. 2193-9 du code de la commande publique.

### **III.2 - Groupements d'opérateurs économiques :**

Sous réserve des règles relatives à la liberté des prix et à la concurrence, les candidats peuvent candidater sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques, dans les conditions fixées aux articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique.

Le groupement est solidaire lorsque chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché public. Le groupement est conjoint lorsque chacun des membres du groupement s'engage à exécuter les prestations susceptibles de lui être attribuées au titre du marché

public. Les candidats peuvent candidater sous la forme d'un groupement conjoint ou d'un groupement solidaire.

Le mandataire du groupement, désigné au Contrat parmi les membres du groupement, représente l'ensemble des membres vis-à-vis de Pôle emploi et coordonne leurs prestations pendant toute la durée d'exécution du marché public.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'un même opérateur économique ne peut être mandataire de plus d'un groupement candidat. L'attention des candidats est également attirée sur le fait que, dans le cadre de la présente consultation, un même opérateur économique n'est pas autorisé à candidater en qualité de mandataire d'un groupement et de candidat individuel, en qualité de membre de plusieurs groupements, ou en qualité de membre d'un groupement et de candidat individuel

Sans préjudice des dispositions du premier alinéa de l'article VI.1 du présent Règlement et conformément à l'article R. 2142-26 du code de la commande publique, la composition d'un groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des plis et la date de signature du marché public auquel le groupement est candidat qu'en cas d'opération de restructuration de société ou si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait. En ce cas, le groupement peut demander à Pôle emploi l'autorisation de continuer à participer à la procédure en proposant le cas échéant à son acceptation un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou en justifiant de ses capacités par un ou plusieurs nouveaux opérateurs économiques ne prenant pas part à l'exécution des prestations, en produisant les éléments mentionnés à l'article IV-1 1°) du présent Règlement. Pôle emploi se prononce sur cette demande après examen de la capacité économique et financière, technique et professionnelle de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants présentés à son acceptation et nouveaux opérateurs économiques par lesquels il justifie de ses capacités.

#### **IV. - DOSSIERS DE REPONSE, VARIANTES ET DUREE DE VALIDITE :**

##### **IV.1. - Contenu des dossiers de réponse :**

Le complet dossier de réponse, obligatoirement rédigé en langue française, comprend l'ensemble des pièces ci-après énumérées :

- 1°) le **Document de candidature**, établi conformément au document joint au dossier de la présente consultation, daté et signé par une personne ayant compétence à cet effet.

En cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique, le Document de candidature est produit par le mandataire et par chacun des autres membres du groupement.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'ils ont la possibilité de justifier de leur capacité à exécuter le marché public auquel il est candidaté par celles d'un ou plusieurs autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre eux et ces autres opérateurs, y compris la sous-traitance ou l'appartenance à un groupe. Dans le cas où le ou les opérateurs économiques par lesquels le candidat justifie de ses capacités ne prennent pas part à l'exécution des prestations, l'annexe au Document de candidature est de plus produite par chacun de ces autres opérateurs économiques. Dans le cas où le ou les opérateurs économiques par lesquels le candidat justifie de ses capacités prennent part à l'exécution des prestations, il s'agit alors de sous-traitants. Les informations relatives à ce ou ces sous-traitants sont produites dans la Demande d'acceptation de chaque sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement mentionnée au 6°). Dans tous les cas, le candidat rapporte en outre la preuve qu'il dispose de la capacité de chacun de ces autres opérateurs économiques pour l'exécution du marché public auquel il est candidaté, ce par tout moyen, par exemple un engagement écrit de chacun de ces autres opérateurs économiques.

- 2°) le **Contrat**, dûment complété aux rubriques A à D de ses dispositions particulières, daté et signé par une personne ayant compétence à cet effet, et auquel est joint un relevé BIC IBAN

correspondant au compte bancaire ou postal dont les coordonnées sont indiquées à la rubrique C de ces dispositions particulières.

En cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique, et dans le cas où le mandataire est habilité à représenter les autres membres du groupement dans le cadre de la procédure de passation, le Contrat est signé par le seul mandataire. Dans le cas où le mandataire n'est pas habilité à représenter les autres membres du groupement dans le cadre de la procédure de passation, le Contrat est signé par le mandataire et chacun des autres membres du groupement.

- 3°) la **Proposition technique** du candidat, établie conformément au cadre de réponse joint au dossier de la présente consultation.
- 4°) un **Bordereau de prix**, établi conformément au document joint au dossier de la présente consultation. Le prix prend la forme définie au Bordereau de prix et est établi conformément aux dispositions de l'article VI.1 du Contrat. L'attention des candidats est attirée sur le fait que, à peine d'irrégularité de leur offre, ils ne sont pas autorisés à présenter de prix supérieur au **prix plafond de 900 euros T.T.C.** De la même manière, à peine d'irrégularité de leur offre, les candidats ne sont pas autorisés à présenter de prix établi sous une autre forme ou selon un autre mode que ceux expressément mentionnés au Bordereau de prix et à ces dispositions.
- 5°) dans le cas où, à la remise du dossier de réponse, le candidat envisage de sous-traiter une part des prestations objet du marché public auquel il est candidaté, pour chaque sous-traitant, une **Demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement**, établie conformément au document joint au dossier de la présente consultation.

Les pièces énumérées au présent article n'ont pas à être signées lors de la transmission du dossier de réponse. **Seul l'attributaire pressenti du marché public est tenu de signer**, préalablement à l'attribution du marché, certaines de ces pièces dans les conditions fixées à l'article VI.3 du présent Règlement.

#### **IV.2. - Précisions terminales, variantes et durée de validité :**

Les candidats reconnaissent être parfaitement informés que, dans tous les cas où il est exigé à l'article IV.1 du présent Règlement l'établissement d'une quelconque pièce constitutive du dossier de réponse conformément à un document joint au dossier de la présente consultation, ils ont la possibilité soit de compléter directement les cadres de réponse joints au dossier de la présente consultation, soit d'établir leurs propres supports de réponse (y compris le document unique de marché européen mentionné à l'article R. 2143-4 du code de la commande publique) à la condition de fournir l'ensemble des informations sollicitées dans les cadres de réponse joints au dossier de la présente consultation.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2142-4 du même code, une même personne physique ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché public.

Les variantes ne sont pas autorisées dans le cadre de la présente consultation.

La durée de validité de la Proposition technique et du prix est de 4 mois à compter de la date limite de réception des dossiers de réponse mentionnée à l'article V du présent Règlement.

#### **V. - MODALITES DE TRANSMISSION ET DATE LIMITE DE RECEPTION DES DOSSIERS DE REPONSE :**

Les candidats transmettent leur complet dossier de réponse par voie électronique *via* le profil d'acheteur accessible à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>. Ils ne sont **pas autorisés à remettre leur dossier de réponse sous forme papier.**

Dans le cadre de la transmission électronique du dossier de réponse *via* le profil d'acheteur, de même que dans le cadre de la transmission d'une copie de sauvegarde sur support physique électronique dans les conditions fixées ci-dessous, l'attention des candidats est attirée sur les avertissements et recommandations techniques suivants :

- **Programme malveillant** : Pôle emploi n'assure pas la réparation des dossiers de réponse contenant un programme malveillant. Il est par suite recommandé aux candidats de vérifier leurs fichiers avec un antivirus performant et à jour. La simple suspicion de la présence d'un virus entraîne le rejet du dossier de réponse.
- **Format des fichiers** : les fichiers au format .exe ou .bat ne sont pas autorisés. Il est par ailleurs recommandé de ne pas utiliser certains outils, notamment les macros. Enfin, il est inutile de compresser les fichiers avant de les télécharger sur le profil d'acheteur.
- **Nom des fichiers** : afin d'éviter tout blocage lors du téléchargement des fichiers sur le profil d'acheteur, il est fortement recommandé d'éviter les caractères spéciaux tels que (liste non exhaustive) : °, / \*, et de privilégier les caractères alphanumériques.
- **Lisibilité** : dans l'hypothèse où les candidats prévoient de scanner des documents, ils doivent s'assurer d'une définition suffisante garantissant leur lisibilité.
- **Délai de transmission** : le caractère volumineux des fichiers est de nature à accroître le délai de transmission du dossier de réponse, engendrant un risque de réception après la date et l'heure limites de réception mentionnée à l'article V.3 du présent Règlement. Seule la bonne fin de transmission d'un dossier de réponse complet génère l'accusé de réception valant attestation de dépôt.

Les candidats ont la faculté de, à titre de copie de sauvegarde, également transmettre un exemplaire de leur complet dossier de réponse par clé USB ou sur support papier. Les avertissements et recommandations techniques ci-dessus sont applicables aux copies de sauvegarde remises sur clé USB.

La copie de sauvegarde doit être transmise sous enveloppe cachetée sur laquelle sont portées les mentions « Ne pas ouvrir - copie de sauvegarde », « Marché de mise en œuvre du programme européen ERASMUS + », ainsi que le nom du candidat. Elle peut être soit transmise par lettre recommandée avec avis de réception postale (ou tout moyen équivalent permettant de déterminer la date et l'heure certaines de leur réception et de garantir leur confidentialité), soit remise en mains propres contre récépissé les jours ouvrés, du lundi au vendredi, de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00, à l'adresse suivante :

Pôle emploi -Direction régionale Nouvelle-Aquitaine - Service Achats Marchés  
Marché de mise en œuvre du programme européen ERASMUS+ n°2103-DRPE-NA-DSRE-38  
87 rue Nuyens  
TSA 30004  
33056 BORDEAUX CEDEX

La date limite de réception des dossiers de réponse est fixée au **06/05/2021 à 12h00**. La date et l'heure indiquées par le profil d'acheteur font seules foi en cas de contestation. Les candidats reconnaissent être parfaitement informés que le fuseau horaire auquel est rattaché le profil d'acheteur est le suivant : GMT + 1 heure, Central Europe Time, Brussels, Copenhagen, Madrid, Paris, Rome. Tout retard entraîne le rejet du dossier de réponse, sauf si une copie de sauvegarde est par ailleurs parvenue dans les conditions fixées à l'article V.1 du présent Règlement.

## **VI. - MODALITES D'ATTRIBUTION DU MARCHE PUBLIC :**

### **VI.1. - Admission des candidatures :**

Sur la base du ou des Documents de candidature produits dans les conditions fixées à l'article IV-I 1°) du présent Règlement, Pôle emploi vérifie que les candidats ne se trouvent pas dans un cas d'interdiction de soumissionner. Dans le cas où un sous-traitant par lequel le candidat justifie de sa capacité à exécuter le marché public auquel il candidate ou un membre d'un groupement d'opérateurs économiques candidat entre dans un cas d'interdiction de soumissionner, Pôle emploi exige son remplacement par un opérateur économique ne faisant pas l'objet d'un motif d'exclusion. A peine de rejet de la candidature, le candidat transmet, dans un délai maximum de dix jours calendaires à compter de la réception de la demande, la Demande d'acceptation du nouveau sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement ou le Document de candidature mentionné à l'article IV.1

1°) du présent Règlement établi par le membre du groupement proposé en remplacement. Est joint un nouveau Document de candidature établi par le mandataire du groupement, modifié en sa rubrique H pour tenir compte de la nouvelle composition du groupement.

Sur la base de ce ou ces mêmes documents, Pôle emploi s'assure en outre de la capacité économique et financière, technique et professionnelle des candidats à exécuter le marché public auquel ils candidatent. Dans ce cadre, Pôle emploi accorde une attention particulière au chiffre d'affaires du candidat : ne sont pas admises les candidatures des candidats dont le chiffre d'affaires annuel global moyen sur les trois derniers exercices disponibles communiqués est strictement inférieur à 95 000 euros ou, dans le cas où le candidat est de création récente, dont les documents produits n'attestent pas d'une capacité économique et financière supérieure ou égale à ce niveau minimum de capacité.

Les candidats reconnaissent être parfaitement informés qu'en cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique, la capacité à exécuter le marché auquel il est candidaté est appréciée de manière globale, pour l'ensemble des membres du groupement. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement dispose du niveau minimum de capacité économique et financière défini au présent article.

## **VI.2 - Négociation et sélection des offres :**

Les offres irrégulières, inacceptables, inappropriées ou anormalement basses au sens des articles L. 2152-1 à L. 2152-6 du code de la commande publique sont rejetées. Sous cette réserve, et après première analyse des offres sur la base des critères pondérés d'attribution du marché public ci-après énumérés, Pôle emploi engage des négociations avec les candidats ayant présenté les offres économiquement les plus avantageuses, jugées telles sur la base de ces critères. Sauf si le nombre des candidats n'est pas suffisant, le nombre de candidats admis à négocier est fixé à trois. Les négociations portent sur la Proposition technique et sur le prix.

Les candidats reconnaissent être parfaitement informés que Pôle emploi se réserve la possibilité d'attribuer le marché sans négociation.

Le cas échéant après conduite des négociations, le marché est attribué au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, jugée telle sur la base des critères pondérés d'attribution ci-après mentionnés :

- 70% pour la valeur technique appréciée sur la base de :
  - 40% pour la méthodologie mise en œuvre pour l'exécution du marché, appréciée sur la base des sous-critères suivants :
    - 10% pour la méthodologie mise en œuvre pour réaliser la prestation « Participation à la sélection des bénéficiaires »,
    - 17% pour la méthodologie mise en œuvre pour réaliser la prestation « Accompagnement des bénéficiaires »,
    - 13% pour la méthodologie mise en œuvre pour réaliser la prestation « Suivi et évaluation des actions de mobilité ».
  - 30 % pour les moyens mobilisés pour l'exécution du marché, appréciés sur la base des sous-critères suivants :
    - 15 % pour la composition de l'équipe dédiée à l'exécution du marché,
    - 15% pour la capacité d'intervention dans les pays émergeant au programme ERASMUS+
- 30% pour le prix.

Sans préjudice des dispositions de l'article IV.2 du présent Règlement, chaque sous-critère pondéré de jugement des offres est apprécié sur la base des éléments fournis par le candidat dans la fiche ou rubrique correspondante du cadre de réponse joint au dossier de la présente consultation.

## **VI.3 - Justificatifs et moyens de preuve à produire avant notification du marché public :**

Préalablement à toute notification, le candidat auquel Pôle emploi envisage d'attribuer le marché public est tenu de prouver qu'il n'entre pas dans un cas d'interdiction de soumissionner en produisant

les pièces mentionnées aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique. Le cas échéant, celles de ces pièces rédigées dans une langue autre que le français sont produites accompagnées de leur traduction en langue française.

Le candidat n'est pas tenu de fournir les pièces que Pôle emploi peut directement obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, s'il fournit dans le document de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou espace et si son accès est gratuit.

Ces pièces doivent être transmises *via* le profil d'acheteur (accessible à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>). La date limite de réception de ces pièces est le troisième jour calendaire à 16h00, à compter du lendemain de la date de réception de la demande *via* le profil d'acheteur. Dans le cas où ce troisième jour calendaire est un samedi, un dimanche, un jour férié ou chômé, le délai maximum ci-avant mentionné est prolongé jusqu'au premier jour ouvrable suivant à 16h00.

## **VII. - DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES :**

Les demandes de renseignements complémentaires doivent être impérativement adressées *via* le profil acheteur accessible à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>. Aucun renseignement complémentaire ne pourra être obtenu sous aucune autre forme.

La date limite de réception des demandes de renseignements complémentaires est fixée au **29/04/2021**, la date de réception faisant seule foi. Aucune demande ne sera prise en compte au-delà de cette date.